



Le projet de loi adopté par la Chambre des représentants et le Sénat en vue de la déclassification des documents sur les origines du COVID pourrait être une tentative de “piéger” la Chine, avertissent des experts

Les législateurs ont dénaturé un projet de loi exigeant la déclassification de documents relatifs aux origines du COVID-19, selon plusieurs experts qui ont averti que, contrairement à ce qui a été dit au public, la législation limite les types de documents que le gouvernement doit déclassifier, ce qui soulève des questions quant à l'intention réelle du projet de loi.

Par [Michael Nevradakis](#)

Mondialisation.ca, 23 mars 2023

[The Defender](#) 13 mars 2023

Région : [Asie](#), [États-Unis](#)

Thème: [Loi et Justice](#), [Science et médecine](#)

Analyses: [COVID-19](#)

Les législateurs et les médias ont dénaturé un projet de loi exigeant la déclassification de documents relatifs aux origines du COVID-19, selon plusieurs experts qui ont averti que, contrairement à ce qui a été dit au public, la législation limite les types de documents que le gouvernement doit déclassifier, ce qui soulève des questions quant à l'intention réelle du projet de loi.

Selon les auteurs du [COVID-19 Origin Act of 2023](#) – qui a été adopté par le [Sénat](#) américain et la [Chambre des représentants](#) et qui attend la signature du président Biden – le projet de loi exige que le gouvernement déclassifie tous les documents relatifs au COVID-19.

Cependant, les experts interrogés par The Defender ont déclaré que le projet de loi n'exigeait que la déclassification des documents relatifs à l'Institut de virologie de Wuhan, en Chine – l'épicentre de la “théorie de la fuite de laboratoire”.

Ils ont suggéré que ces limitations pourraient être destinées à réduire la culpabilité des acteurs américains et privés dans la fuite potentielle – ou le développement – du [COVID-19](#), en rejetant l'entière responsabilité sur la Chine et l'Institut de virologie de Wuhan.

Les partisans du projet de loi ont fait de “fausses déclarations”

Le [journaliste indépendant Sam Hussein](#) a déclaré que le sénateur Josh Hawley (R-Mo.), coauteur au Sénat de la loi sur l'origine du COVID-19, a fait “des affirmations fausses sur le projet de loi”.

Hawley, le 1er mars, a tweeté :

Tonight the Senate UNANIMOUSLY passed my bill to declassify all the intelligence the government has on [#covid](#) origins. Let the people see the truth!

— Josh Hawley (@HawleyMO) [March 2, 2023](#)

[S'exprimant sur Fox News](#) le 2 mars, Hawley a fait des déclarations similaires : “Mon projet de loi (...) déclassifiera toutes les informations dont dispose le gouvernement fédéral sur les origines du COVID”.

Hawley a ensuite fait suivre ses déclarations d'une [lettre adressée au président chinois Xi Jinping](#), l'informant de l'adoption du projet de loi. Le gouvernement chinois a réagi en conséquence, [selon The Gateway Pundit](#).

China has been so worked up about this COVID origins bill, Communist officials wrote to my office earlier this week and demanded I drop it. I thought I'd update President Xi on today's passage ☐ pic.twitter.com/uuzGilebE1

— Josh Hawley (@HawleyMO) [March 10, 2023](#)

Un autre co-sponsor du projet de loi au Sénat, le sénateur Mike Braun (R-Ind.), a déclaré dans un communiqué :

“Le peuple américain mérite la transparence, sans censure ni manipulation. Il est temps de [déclassifier tout ce que nous savons](#) sur les origines du COVID et sur l'Institut de virologie de Wuhan.

Braun a également tweeté :

The Senate just unanimously passed [@HawleyMO](#)'s & my bill to declassify every piece of information about the COVID lab leak.

The House needs to pass this bill to let the American people see the facts!

President Biden can't ignore this: time to let Americans decide for ourselves.

— Senator Mike Braun (@SenatorBraun) [March 2, 2023](#)

Le [député Mike Turner](#) (R-Ohio), qui préside la commission du renseignement de la Chambre des représentants, a déclaré à la Chambre :

“Le public américain mérite des réponses sur tous les aspects de la pandémie de COVID-19, y compris sur la manière dont ce virus a été créé, et plus particulièrement sur la question de savoir s'il s'agit d'un phénomène naturel ou s'il résulte d'un événement lié à un laboratoire.

De telles déclarations ont conduit les médias, dont The Defender, à rapporter que si le testament était adopté, il déclencherait la [divulcation de tous les documents](#), et pas seulement ceux liés à l'Institut de virologie de Wuhan.

Un projet de loi au nom douteux

Sur son blog, [M. Hussein a déclaré que](#) la loi sur l'origine COVID-19 portait un nom douteux et qu'elle donnait pour instruction à la directrice du renseignement national, Avril Haines, de seulement :

“Déclassifier toutes les informations relatives aux liens potentiels entre l'Institut de virologie de Wuhan et l'origine du coronavirus 2019 (COVID-19), y compris (A) les activités menées par l'Institut de virologie de Wuhan avec ou au nom de l'Armée populaire de libération [of China].”

“Cela signifie que les informations qui ne sont pas liées à l'Institut de virologie de Wuhan ne sont pas demandées et qu'elles resteront donc très certainement classifiées”, a écrit M. Hussein.

Le [projet de loi](#) stipule également que

“Il y a des raisons de penser que la pandémie de COVID-19 pourrait avoir pris naissance à l'Institut de virologie de Wuhan...”

le directeur du renseignement national devrait déclassifier et mettre à la disposition du public autant d'informations que possible sur l'origine du COVID-19 afin que les États-Unis et les pays partageant les mêmes idées puissent...”.

“(A) identifier l'origine du COVID-19 le plus rapidement possible, et

“(B) utiliser ces informations pour prendre toutes les mesures appropriées afin d'éviter qu'une pandémie similaire ne se reproduise”.

Le projet de loi exige que Haines remette les preuves déclassifiées “au plus tard 90 jours après la date de promulgation de cette loi” et qu'elle soumette au Congrès un rapport non classifié contenant tous les documents demandés dans le projet de loi, avec “seulement les expurgations que le directeur juge nécessaires pour protéger les sources et les méthodes”.

M. Hussein a noté que certaines parties du projet de loi sont inhabituellement spécifiques, se concentrant “sur une série de preuves présumées” en demandant à Mme Haines de remettre des documents classifiés concernant “des chercheurs de l'Institut de virologie de Wuhan qui sont tombés malades à l'automne 2019”.

“Cela pourrait être très important”, écrit Hussein. “Mais pourquoi cette législation limite-t-elle les divulgations ?

Un “rendez-vous limité classique à la Nixon” ?

M. Hussein a laissé entendre que certains membres du Congrès n'étaient peut-être pas pleinement conscients du fait que le projet de loi qu'ils votaient ne semblait pas, en fait, déclassifier entièrement tous les documents relatifs aux origines du COVID-19.

“Je n’ai aucune idée si les membres du Congrès ont réellement lu la législation et se rendent compte de ses limites”, [a écrit M. Hussein](#), qui, dans un autre billet, a qualifié la rhétorique publique de M. Hawley concernant le projet de loi de “[fausse et trompeuse](#)”.

M. Hussein a déclaré au Defender que le projet de loi pourrait agir comme un “hangout limité” dans le but de reconnaître la “théorie de la fuite du laboratoire” d’une part, mais par le biais d’une législation qui “nous fait accepter la moitié de la vérité”.

[Francis Boyle, J.D., Ph.D.](#), professeur de droit international à l’université de l’Illinois, a déclaré au Defender : “Je crains que ce [bill] ne soit un lieu de rencontre limité classique à la Nixon” qui “n’appelle pas à la déclassification de toutes les sources [that] devraient être déclassifiées et/ou divulguées”.

M. Boyle a déclaré que toute information déclassifiée “sera utile”, mais que la disposition du projet de loi autorisant les expurgations soulève des inquiétudes.

“Qui sait ce qu’Avril Haines va tirer de ce rapport ?

M. Hussein a fait remarquer que le [projet de loi ne prévoit pas non plus](#) de fournir des informations que plusieurs groupes, dont [U.S. Right to Know](#) et certains médias, ont demandées – mais pas encore reçues – dans le cadre de la loi sur la liberté de l’information (Freedom of Information Act, FOIA). M. Hussein a déclaré que ces informations “ne sont pas classifiées mais ne sont pas divulguées”.

M. Hussein a cité [Gary Ruskin](#), directeur exécutif et cofondateur de l’organisation U.S. Right to Know, qui a déclaré :

“La plupart des informations du gouvernement fédéral relatives aux origines du Covid-19 ne sont pas classifiées, ou probablement pas classifiées. Nous n’avons pas encore été en mesure d’accéder à une grande partie de ces informations par le biais de la FOIA et des litiges relatifs à la FOIA.

“La conduite du NIH ([National Institutes of Health]), qui a fait obstruction aux demandes de renseignements, est particulièrement scandaleuse. Il est temps que l’administration Biden dise au NIH de se conformer à la FOIA”.

Lors d’une [conférence de presse du Département d’Etat américain le 9 mars dernier](#), Ned Price, le porte-parole de l’agence, a semblé faire obstruction à Hussein lorsqu’il a demandé pourquoi le gouvernement n’avait pas répondu aux demandes de FOIA de U.S. Right to Know concernant le financement gouvernemental de la [recherche sur la découverte d’agents d’armes biologiques](#) compris le financement de ces recherches en Chine.

“Nous pouvons répondre par écrit à une question aussi précise”, a répondu M. Price. Lorsque M. Hussein a insisté sur ce point, M. Price a déclaré : “Je vous demande d’être respectueux envers vos collègues”.

Une tentative d’imputer le virus exclusivement à la Chine ?

Ces dernières semaines, une multitude d’informations émanant de différentes branches du gouvernement américain ont fait état d’une acceptation plus large de la “théorie de la fuite du laboratoire”.

[Le ministère américain de l'énergie](#) a déclaré qu'il pensait désormais que le COVID-19 provenait très probablement [du laboratoire de Wuhan](#) – une position adoptée publiquement par la suite par le [directeur du FBI, Christopher Wray](#).

Le 8 mars, la House [Select Subcommittee on the Coronavirus Pandemic](#) a entendu le témoignage d'experts qui ont également [accepté la "théorie de la fuite du laboratoire"](#).

Tout cela – les récentes auditions, la législation Hawley, l'article du WSJ – semble faire partie d'un effort coordonné de la part de la "communauté du renseignement" pour [s'approprier l'histoire de la pandémie](#) et l'utiliser à ses fins", a écrit M. Hussein.

M. Boyle a fait part de préoccupations similaires au Defender :

"Je crains que ce [bill] n'obtienne qu'une partie de la vérité. Ce ne sera certainement pas toute la vérité sur ce qui s'est réellement passé avec le COVID-19, qui est ce que nous devons découvrir.

"Je crains que tout ce qui ressortira de ce rapport [...] ne mette en cause le laboratoire [de sécurité biologique de](#) Wuhan ([biosafety level 4 lab]) dans l'affaire COVID-19. Je n'y vois pas d'inconvénient. Mais qu'en est-il de l'implication américaine dans cette affaire ?

"Cette étude a été financée par [Tony Fauci](#) et Francis Collins au NIAID [National Institute of Allergy and Infectious Diseases] et au NIH. Ces éléments devraient également figurer dans cette législation, si nous voulons vraiment faire toute la lumière sur ce qui s'est passé ici.

Boyle et Hussein ont déclaré au Defender qu'il existe de nombreuses entités gouvernementales et privées dont les documents classifiés devraient être déclassifiés.

Selon M. Boyle, il s'agit notamment de l'[université de Caroline du Nord](#), du National Center for Toxicological Research, de la Food and Drug Administration, du Dana-Farber Cancer Institute de la Harvard Medical School, de l'Agence américaine pour le développement international, de l'[EcoHealth Alliance](#) et de l'[Integrated Research Facility de Fort Detrick](#).

[M. Hussein a fait remarquer](#) que les gouvernements des États et les institutions privées sont également susceptibles de détenir des informations importantes que la loi sur l'origine COVID-19 ne couvre pas. Il s'agit notamment de [Scripps Research](#), de l'[université de Tulane](#) et du [Wellcome Trust](#)".

Le Wellcome Trust est dirigé par Jeremy Farrar, aujourd'hui directeur scientifique de l'Organisation mondiale de la santé. "[M. Farrar a joué un rôle central](#) dans la diffusion de la propagande selon laquelle le COVID ne pouvait pas provenir d'un laboratoire au début de l'année 2020", a déclaré M. Hussein.

U.S. Right to Know [a intenté un procès à l'université de Caroline du Nord](#), qui est une institution publique, après qu'elle n'ait pas répondu aux demandes d'accès à l'information formulées par le groupe de surveillance.

M. Hussein a déclaré que la loi sur l'origine du COVID-19 "n'ordonne même pas au DNI [Director of National Intelligence] de déclassifier ce qu'il sait sur d'autres institutions gouvernementales chinoises telles que le CDC chinois [Centers for Disease Control and Prevention]".

Husseini a déclaré au Défenseur :

“Depuis que [Fauci] a pris sa retraite, le système semble avoir habilement tenté de faire oublier la position dérangée de ces trois dernières années en espérant que les gens oublieront la propagande massive.”

M. Boyle a déclaré au Defender que “d’après cette législation, il semble qu’ils essaient de tout mettre sur le dos de la Chine”.

M. Husseini, notant que “la Chine pourrait bien avoir une responsabilité majeure”, a déclaré que cela n’était pas la même chose qu’une culpabilité totale ou exclusive, ce que le gouvernement américain pourrait tenter d’établir aujourd’hui.

Husseini a écrit qu’[“un programme général anti-Chine](#) a pris le dessus et fait partie d’une dynamique qui “laisse en fin de compte” les institutions américaines et “la [guerre biologique américaine s’en tirer à bon compte](#)”.

Il a dit au Defender :

“Il y a ici deux piliers de l’establishment américain : l’un veut polariser à un certain niveau avec la Chine et l’autre veut s’assurer que le gouvernement américain continue à découvrir des agents d’armes biologiques.

“Pour que l’establishment soit maintenu, il faut que ces deux souches soient maintenues.

Selon M. Husseini, cela pourrait expliquer pourquoi le projet de loi a été adopté par les deux chambres avec apparemment peu de débats. Elle a [été adoptée par le Sénat par consentement unanime](#)”, puis par [la Chambre par un vote unanime](#).

M. Husseini a noté que le [député Thomas Massie](#) (R-Ky.), membre de la commission des règles de la Chambre des représentants, a même proposé une règle [“pour garantir l’adoption du projet de loi de M. Hawley”](#).

M. Husseini a déclaré au Defender que M. Biden, qui n’a pas encore dit s’il signerait le projet de loi, a quelques options à envisager :

“Je ne vois aucun signe d’opposition réelle de la part de l’administration Biden et je soupçonne que tout cela se fait en coordination avec le directeur du renseignement national, comme l’ont fait les rapports du [Wall Street Journal](#) qui ont alimenté ce récit.

“Il est possible que Biden veuille paraître réticent sur ce point et je suppose qu’il pourrait opposer son veto et obtenir une dérogation afin de se montrer conciliant avec les Chinois ou d’autres choses du même genre.

Husseini a déclaré qu’[“avec l’effondrement du système complètement fictif de Daszak à la fin du printemps et à l’été 2021 ... une version de secours a été proposée, en particulier par le Wall Street Journal”](#), dont le rapport sur le Département de l’énergie qui a pivoté vers la “théorie de la fuite du laboratoire” a été coécrit par Michael Gordon, “qui, avec Judy Miller, a perpétré la fraude sur les [armes de destruction massive de l’Irak](#) sur le public américain”.

Il a également reproché à de larges pans des médias indépendants, en particulier les médias de gauche, de s’associer aux efforts de l’establishment pour discréditer la théorie

selon laquelle le COVID-19 serait issu de l'Institut de virologie de Wuhan.

Une grande partie de la "gauche" a fait tout ce qu'il fallait pour tuer l'origine des laboratoires et en a fait une question de droite", a déclaré M. Hussein.

Selon Hussein, les personnes qui ont longtemps [promu la réponse chinoise au COVID-19](#) et qui soutiennent aujourd'hui l'effort pour blâmer la Chine, militent pour un monde "qui combine les pires aspects des États-Unis - le capitalisme d'entreprise corrompu - avec les pires aspects de la société chinoise : l'autoritarisme explicite".

"La pandémie, on ne peut l'ignorer, a contribué à isoler les gens les uns des autres, à restreindre les frontières, à servir de prétexte à des restrictions massives des libertés civiles - toutes choses utiles à l'agenda de la '[Grande Réinitialisation](#)' du Forum économique mondial", a déclaré M. Hussein. "C'est une autre raison pour laquelle la libération intentionnelle devrait être sérieusement examinée.

Fuite ou origine du laboratoire ?

M. Hussein a déclaré qu'il préférerait le terme "théorie de l'origine du laboratoire" à celui de "théorie de la fuite du laboratoire".

"Je ne vois aucune raison valable de faire des suppositions", a déclaré M. Hussein. "La fuite suppose une erreur. Cela aurait pu être une erreur, mais pourquoi le supposer ?"

Boyle a adopté un point de vue similaire, bien qu'il ait noté que le libellé de la loi sur l'origine COVID-19 ne mentionne aucun de ces termes.

"Il ne mentionne pas une fuite de laboratoire", a-t-il déclaré. Il n'est pas du tout question de "fuite". Il est écrit "originaire de l'Institut de virologie de Wuhan". Il est évident qu'il peut y avoir différentes interprétations de la raison pour laquelle il est venu de là. Je crois qu'il s'agit d'une fuite, mais cela laisse ouverte la question de savoir pourquoi elle a pu provenir de là".

M. Boyle a réitéré sa conviction de longue date selon laquelle "le COVID-19 est une [arme de guerre biologique offensive](#) dotée de propriétés de gain de fonction" et a appelé à l'arrêt de la [recherche sur le gain de fonction](#).

Selon M. Boyle, qui a rédigé le [Biological Weapons Anti-Terrorism Act de 1989](#), la réticence du Congrès à déclassifier des documents susceptibles d'impliquer des entités du gouvernement américain dans les origines du COVID-19 s'explique par les sommes considérables que le gouvernement fédéral consacre à la [recherche sur les armes biologiques](#).

"Ils ne le font pas parce que les agences gouvernementales et les scientifiques américains impliqués dans le développement du COVID-19 [have received] des sommes d'argent considérables", a déclaré M. Boyle. "Nous nous consacrons au développement de programmes de guerre biologique offensive depuis le 11 septembre 2001... Cela fait des années que j'en parle publiquement".

Hussein a déclaré au Defender :

"La guerre biologique est une arme que l'on peut nier, ce qui rend la divulgation des

documents essentielle. Une autre raison pour laquelle le projet de loi Hawley limitant la divulgation pourrait bien être le signe d'une dissimulation massive au vu et au su de tous".

Dans une paire de tweets dimanche, le député britannique Andrew Bridgen a déclaré avoir reçu des informations de sources gouvernementales américaines indiquant que le ministère américain de la défense et le centre de recherche de Fort Detrick "étaient responsables à la fois du virus et des vaccins" et que des "[poursuites pénales](#)" pourraient s'ensuivre.

Il a tweeté :

I can confirm that during my visit to Washington DC last Christmas/ New Year I was informed that the US DoD were responsible for both the virus and the vaccines. Fort Detrick was named. Also a facility in Canada. (1/2)

— Andrew Bridgen (@ABridgen) [March 12, 2023](#)

Bridgen n'a pas précisé quelles sources lui avaient fourni ces informations ni qui pourrait faire l'objet de telles poursuites pénales. Lors de l'audition du 8 mars de la sous-commission spéciale sur la pandémie de coronavirus, l'ancien directeur des Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, le [Dr Robert Redfield](#), a déclaré que le COVID-19 avait été "conçu" et a accusé la recherche sur les gains de fonction d'être à l'origine de "la plus grande pandémie que le monde ait connue".

Toutefois, M. Redfield n'a pas demandé explicitement une interdiction totale de ces activités, mais plutôt un moratoire.

M. Boyle a déclaré au Defender que "toute cette soi-disant "recherche" à but lucratif doit être immédiatement arrêtée par une loi du Congrès... La seule façon de nous protéger est d'y mettre fin immédiatement. Pas de moratoire".

"Il y a eu un moratoire pendant la présidence de Barack Obama, a déclaré M. Boyle, et M. Fauci a sapé le moratoire en externalisant le travail par l'intermédiaire de l'Alliance EcoHealth au [laboratory] BSL4 de Wuhan . Un moratoire ne sert donc à rien. Nous devons mettre fin à toutes les recherches sur le gain de fonction partout. Il faut l'interdire, le rendre criminel".

Le Defender a contacté les bureaux de Hawley et de Braun, Turner et Bridgen pour obtenir des commentaires, mais n'a pas reçu de réponse à l'heure où nous mettons sous presse.

Michael Nevradakis, Ph.D.

La source originale de cet article est [The Defender](#)
Copyright © [Michael Nevradakis](#), [The Defender](#), 2023

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca